



AVAS et SICTAME vous informent

Un même combat et un même objectif : Une entreprise au service de l'homme

TOTAL dans la tourmente financière et économique

En février dernier, AVAS et SICTAME s'interrogeaient sur l'**augmentation de capital** qui allait être proposée aux salariés (et anciens salariés) de Total du 10 au 28 mars 2008, au prix de souscription de **44,40 €¹**

A cette époque, nous proposons **certaines possibilités**, non utilisées par Total, telles que : abondements ou effet de levier avec protection du capital, **pour rendre ces augmentations de capital plus attractives** et nous indiquons : « **Bref, vous avez d'autres possibilités d'épargne que l'augmentation de capital qui s'annonce peu attractive !** ».

En réunion CCE UES Amont Holding Total du 15 avril 2008, le SICTAME proposait une résolution visant à faire appel à un expert indépendant pour identifier des solutions permettant de **sécuriser davantage et rendre plus attractives les augmentations de capital pour les salariés**. Cette résolution n'a pu être adoptée, car soutenue par les seuls 6 élus du SICTAME et rejetée par les 7 élus des autres syndicats. Mais il est encore possible de la représenter, les positions pouvant évoluer à la lumière des événements actuels.

Par ailleurs, depuis plus de 3 ans, **nous réclamons que les distributions d'actions gratuites soient faites à l'ensemble du personnel**. Pour soutenir cette revendication, **nous avons lancé une pétition²**.

Cette pétition, qui a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures, restera ouverte à la signature aussi longtemps que la distribution d'actions gratuites à tous n'aura pas été obtenue. Si vous ne l'avez fait, rejoignez la pétition !

Depuis 2007, **le monde est entré dans une zone de turbulences financières et économiques**, dont nul ne peut dire quelles en seront la durée et l'intensité. La crise, partie des Etats-Unis avec les crédits subprime et leur titrisation, s'est étendue aux sphères financières et boursières et affecte à présent les économies réelles, provoquant l'entrée en récession de plusieurs pays. Cette crise est aussi le résultat d'un système économique qui a trop favorisé le court-termisme et la spéculation ainsi qu'un train de vie bâti sur le crédit incontrôlé et les déficits à tous niveaux.

D'où le paradoxe de ces gouvernements libéraux qui volent au secours d'entreprises privées et utilisent l'argent public pour nationaliser banques et entreprises et s'emploient à juguler la crise et à recréer les conditions de la confiance. La régulation de l'économie et du financier par le politique apparaît comme une nécessité à ceux qui, hier encore, en combattaient l'idée : il s'agit de rassurer et de limiter les dégâts, tant auprès des citoyens menacés de tous les maux de la récession et d'appauvrissement que des salariés menacés dans leur emploi et leur contrat social ou des épargnants qui risquent de beaucoup perdre.

Notre société Total n'échappe pas à la tourmente. Son cours de bourse, relativement erratique depuis plusieurs mois, a récemment dévissé pour passer sous les 40 € (avec un plus bas à 31,52 € le 10/10). L'activité du groupe n'est pas déconnectée de l'économie mondiale ; si la récession se propage et perdure, la demande finale en produits pétroliers et chimiques se trouvera réduite et cela affectera plus ou moins les résultats du groupe. Mais, rassurez-vous, Total est solide et n'est pas à la veille de déposer le bilan. **Le danger n'est pas là, il est dans la faiblesse de la capitalisation boursière qu'entraîne un cours de bourse trop déprécié** et qui peut tenter d'éventuels prédateurs. N'oublions pas que nombre d'opérateurs, entreprises ou fonds souverains disposent d'importantes liquidités et qu'une période de crise boursière leur permet de faire leur marché à bon compte. C'est ainsi que Total, qui valait 136 G€ à fin 2007, n'en vaut plus que 95 G€ au cours de 40 € et 71 G€ au cours de 30 €.

Notez bien que, en cas de prise de contrôle de Total, le parachute qui protège nos dirigeants est encore plus doré (au delà des recommandations du MEDEF) mais que les salariés n'en sont pas pour autant mieux protégés.

A contrario, **Total disposant de certains moyens financiers peut aussi lancer des opérations pour renforcer son portefeuille de réserves** en hydrocarbures, y compris par la prise de contrôle d'autres pétroliers. C'est maintenant que Total risque de regretter les 28 milliards d'euros évaporés depuis 2000 en stériles rachats d'actions !

en pages centrales :

L'évolution du Groupe en quelques chiffres !

¹ Tract du 12 février 2008 : « AVAS et SICTAME vous informent *Augmentation de capital : quelle augmentation ?* », que vous pouvez retrouver sur les sites internet : esop-avas.org et sictame-uns-total.org

² Cette pétition est accessible sur les pages d'accueil des sites internet d'AVAS et du SICTAME-UNSA

L'évolution du Groupe en quelques chiffres

Nous avons actualisé le **tableau de bord** qui nous permet, en quelques éléments clés, de suivre l'évolution du Groupe Total depuis qu'il a absorbé PetroFina et Elf Aquitaine. A partir de 2005, ce suivi est aux normes IFRS.

	TotalFinaElf			TOTAL		
	2000	2003	2004	2005 IFRS	2006 IFRS	2007 IFRS
Eléments Financiers						
Chiffre d'affaires annuel (G€)	115	105	123	143	154	159
- dont part pétrole (en %)	82	83	84	84	88	88
- dont part chimie (en %)	18	17	16	16	12	12
- dont part Europe (en %)	54	55	65	64	70	70
Résultat opérationnel ajusté (G€)	15	13	17	24	25	23
Résultat net ajusté (G€)	8	7	9	12	13	12
<u>Investissements nets (G€)</u>	5	6	7	10	10	10
<u>Versé à l'actionnaire</u> (hors minoritaire)						
- dont dividendes (G€)	3,6	6,6	7,9	7	10,3 ³	6,3
- dont rachat d'actions (G€)	1,6	2,6	4,3	3,5	4	4,5
	2	4	3,6	3,5	4,1	1,8
<u>Frais de personnel (G€)</u>	6,5	6,2	6,1	6,6	5,8	6,1
Nombre d'actions (millions)	740	649	635	615	2 426 ⁴	2 396
Capitalisation (G€)	117	96	103	130	133	136
Eléments Opérationnels						
<u>Amont</u>						
Réserves d'hydrocarbures (Mtep)	1 470	1 560	1 495	1 480	1 483	1 431
- dont part gaz (en %)	35	36	37	36	42	45
Production hydrocarbures (Mtep/an)	106	127	129	124	118	120
- dont production de brut (Mt/an)	73	83	85	81	75	75
Principale zone de production	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord
<u>Aval</u>						
Capacité de raffinage (Mt/an)	128	135	135	135	135	130
- dont part Europe (en %)	88	88	87	85	87	88
Quantité raffinée (Mt/an)	121	124	125	118	123	121
Nombre de stations-service	17 700	15 800	16 900	17 000	16 500	16 500
Vente de produits (Mt/an)	185	183	189	194	189	193
- dont part Europe (en %)	79	75	71	70	71	69
<u>Autres éléments</u>						
Nombre de pays d'implantation	120	130	130	133	> 130	> 130
Effectifs	123 300	110 800	111 400	112 900	95 100 ⁵	96 400

³ forte progression du « versé à l'actionnaire » : 10,2 G€ dont 2,3 G€ au titre de l'Apport/Scission d'Arkema. Nous utilisons dorénavant l'expression « versé à l'actionnaire » plutôt que l'expression « retour à l'actionnaire », qui laisse croire que l'actionnaire récupère ce qu'il a donné et occulte la valeur ajoutée par le personnel et tous ceux qui contribuent à la formation des résultats et à la valorisation de la société.

⁴ 2 426 millions d'actions après la division par 4 du nominal (correspondant à 606 millions d'actions avant division)

⁵ la forte baisse des effectifs est due à la sortie d'Arkema du périmètre du groupe Total. Arkema emploie 17 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 5,7 G€ en 2006

Ce tableau est riche d'enseignements. Nous en soulignerons quelques-uns :

Depuis ses 2 OPE de 1999, le Groupe Total connaît, comme tous les pétroliers, une **conjoncture économique** particulièrement **favorable qui s'est encore singulièrement améliorée entre 2005 et 2008**, avec notamment :

- la poursuite de l'envolée du prix du baril et un cours moyen du baril de 72 \$ en 2007 (contre 65 \$ en 2006, 54 \$ en 2005 et 38 \$ en 2004). Cette envolée s'est poursuivie en 2008 jusqu'au record historique de 147 \$ en juillet, avant d'entamer un repli sous les 80 \$/bl en ce mois d'octobre 2008. Nul ne peut prédire de façon certaine l'évolution du cours du baril, mais l'époque du pétrole abondant et bon marché semble cependant révolue.
- le maintien à un très haut niveau des marges de raffinage : elles sont passées, en moyenne, de 32 \$ la tonne en 2006 à 43 \$ en 2007 et 49 \$ sur les 8 premiers mois de l'année 2008 (pour mémoire : 42 \$ en 2005 ; 33 \$ en 2004).

Cette conjoncture, toujours améliorée, a contribué au maintien à un haut niveau des résultats de Total et va conduire à de **nouveaux records historiques en 2008**, en termes de **chiffre d'affaires**, de **résultat opérationnel** et de **résultat net**. En effet, les résultats du **1^{er} semestre 2008**, comparés à ceux du 1^{er} semestre 2007, font apparaître un **chiffre d'affaires** et un **résultat net ajusté en progression respectivement de 21 % et 15 % !**

Tous les mois, Total continue de dégager un résultat net excédant le milliard d'euros !

En dépit de ces excellents résultats, **la capitalisation boursière de Total**, qui fin 2007 se rapprochait du plus haut historique de 140 G€ de septembre 2000, a fondu ces derniers temps pour retrouver son plus bas de début 2003 (85 G€) puis passer sous les 80 G€. Les 28 G€ de rachat d'actions depuis 2000 et les cessions d'actifs intervenues ont également contribué à cette évolution défavorable de la capitalisation, qui peut fragiliser l'entreprise.

Les résultats opérationnels de l'entreprise sont bons, marqués notamment dans l'Amont par l'arrivée à maturité d'importants projets qui permettent d'assurer (enfin !) une progression de la production.

La croissance soutenue des productions n'est possible que s'il y a renouvellement et croissance des réserves.

Or, **Total**, comme tous les autres majors pétroliers, **peine à renouveler ses réserves**. En effet, les majors sont confrontés à l'appétence croissante des pays hôtes ainsi qu'à une concurrence accrue des compagnies nationales et des autres indépendants. Il leur est de plus en plus difficile d'accéder à la ressource minière ou ils n'y accèdent que lorsque la mise en valeur de cette ressource devient complexe et nécessite un savoir faire et des investissements importants ; c'est le cas notamment des schistes bitumineux, de l'offshore profond ou des zones inhospitalières.

Jusqu'à présent, Total a plutôt mieux résisté que les autres majors. **En 2007**, il obtient le meilleur score pour le **taux de renouvellement des réserves**, mais celui-ci **n'est que de 23 %** et ses **réserves baissent de 6 %**.

Depuis 2003, l'évolution des réserves prouvées développées et non développées de Total se caractérise par une baisse continue des réserves de liquides, compensée jusqu'en 2006 par une hausse continue des réserves de gaz.

Dans le même temps, la proportion liquide/gaz des productions de Total est passée de 65/35 à 55/45, illustrant le **poids croissant du gaz dans ses activités**.

Pour Total, comme pour les autres majors, **le principal défi est celui du renouvellement des réserves**. C'est donc l'indicateur avancé pour apprécier leur devenir et la réussite des stratégies et des moyens déployés à cet effet. Haute technicité et savoir faire sont des atouts pour accéder à la ressource minière ; l'association de pays hôtes au capital peut être un élément de la stratégie ; des acquisitions ciblées peuvent conforter le niveau des réserves.

Enfin, le modèle économique des majors pouvant être menacé à plus ou moins long terme, se pose aussi la question pour Total de l'adaptation de son modèle et celle de la recherche d'éventuels relais de croissance hors hydrocarbures : nucléaire, charbon, photovoltaïque, autres énergies, ... ? A nos dirigeants, en association avec le personnel et ses représentants, d'imaginer l'avenir pour que Total opère les bons choix aux bons moments.

Il convient d'ailleurs d'améliorer les termes de l'association⁶ entre le personnel, les actionnaires et les dirigeants. Il n'est pas normal que les salariés et les actionnaires se partagent surtout les risques, tandis que actionnaires et dirigeants se partagent surtout les profits. **Les termes du partage doivent être revus et améliorés.**

Le moment est venu pour la Direction d'effectuer une attribution d'actions gratuites à l'ensemble du personnel à hauteur de 25% du salaire brut de chacun. Elle pourra de plus proposer une nouvelle augmentation de capital réservée aux salariés mais dans des conditions d'attractivité et de sécurité améliorées comme nous l'avons déjà proposé.

Cela renforcera l'actionnariat stable de l'entreprise et permettra une meilleure association du personnel.

Pour recevoir l'AVASCOPE, les Cahiers du SICTAME ou les Bulletins AVAS-SICTAME,			
Téléphonez-nous : AVAS (01 41 35 92 21 ou 01 41 35 92 75) - SICTAME (01 47 44 80 19 ou 05 59 83 64 83) - ou Contactez-nous :			
AVAS : Bureau 131, Galilée, 41 Espl. Ch. de Gaulle 92907 Paris La Défense ; avas@total.com - SICTAME : Bureau 4E41, Coupole, 92078 Paris La Défense			

NOM et Prénom :	Société :	Lieu de travail (ou adresse) :	
Souhaite recevoir gracieusement :	AVASCOPE	et/ou Cahiers du SICTAME	et/ou Bulletins AVAS-SICTAME
	Souhaite adhérer à :	AVAS	et/ou SICTAME-UNSA

⁶ 'association' ou 'participation', au sens gaullien du terme (voir notre tract : « Des actions gratuites pour tous » en page d'accueil de nos sites)

DES NOUVELLES DES CONSEILS DE SURVEILLANCE :

CONSEILS de surveillance ACTIONS EUROPEENNES - OBLIGATIONS ET MONETAIRE

Nous n'avons pas encore eu l'occasion de communiquer sur les **résultats des élections de ces 2 Conseils de surveillance**, qui étaient les 2^{èmes} du genre et sont **intervenues en novembre 2007** ; la 1^{ère} remontant à janvier 2004.

Rappelons qu'il s'agit d'élections censitaires, c'est à dire que chaque électeur dispose d'un seul bulletin par fonds mais avec un nombre de voix fonction de la valeur totale de ses parts (exprimée en euros) dans le fonds. Entre 2004 et 2007, la participation des électeurs, exprimée en bulletins a baissé tout en restant supérieure à 30% des inscrits, mais elle est plus forte, exprimée en voix, et atteint 45% : les électeurs participent d'autant plus à ces élections qu'ils détiennent des avoirs plus importants, ce qui paraît assez naturel. Depuis 2004, le nombre d'inscrits s'est accru et par voie de conséquence le nombre de votants : près de 7000 votants en Actions européennes et plus de 6400 en Obligations-Monétaire. Ces élections, qui interviennent au niveau Groupe, sont donc significatives et le sont davantage que celles de 2004 qui avaient recueilli un peu plus de 4800 votants sur chacun des 2 conseils. Vous trouverez **ci-après les résultats de ces élections, exprimés en bulletins puis en voix** :

FCPE Actions européennes : 6 976 votes dont 6 909 exprimés

Liste	En Bulletins	Soit %	En Voix	Soit %
GISA	1 407	20,4 %	32 077 769	35,3 %
CFE-CGC	1 286	18,6 %	20 176 730	22,2 %
AVAS-SICTAME	1 252	18,1%	17 742 592	19,5%
CGT	1 066	15,4 %	5 170 500	5,7 %
CFDT	1 034	15,0 %	8 132 661	9,0 %
FO	551	8,0 %	4 137 977	4,6 %
CFTC	313	4,5 %	3 351 470	3,7 %
Total	6 909	100,0%	90 789 699	100,0%

La liste AVAS-SICTAME obtient 2 des 10 sièges à pourvoir (contre 1 seul en 2004)

FCPE Total Obligations et Total Monétaire : 6436 votes dont 6321 exprimés

Liste	En Bulletins	Soit %	En voix	Soit %
AVAS-SICTAME	1 195	18,9%	15 867 412	21,1%
GISA	1 170	18,5 %	24 188 888	32,2 %
CFE-CGC	1 110	17,6 %	15 337 126	20,4 %
CGT	1 009	16,0 %	4 821 257	6,4 %
CFDT	928	14,7 %	7 532 247	10,0 %
FO	561	8,9 %	4 282 337	5,7 %
CFTC	348	5,5 %	3 137 396	4,2 %
Total	6 321	100,0%	75 166 662	100,0%

La liste AVAS-SICTAME obtient 3 des 10 sièges à pourvoir (contre 2 en 2004) et arrive en tête en nombre de bulletins !

Les résultats de ces élections confirment l'audience croissante d'AVAS-SICTAME et la reconnaissance de ses efforts pour toujours mieux défendre les intérêts des salariés épargnants et de leur entreprise.

Merci à tous ceux qui nous marquent leur confiance et nous soutiennent, par leur vote ou par d'autres voies.

CONSEIL de surveillance TOTAL ACTIONNARIAT FRANCE et AUTRES CONSEILS :

A ce niveau, **il y a de nombreux problèmes de fond concernant tant la tenue de compte que les rôles joués par Total et par la société AXA.**

Vous êtes nombreux à vous plaindre ; les problèmes de tenue de registre (Capeasi/Noee) ont fait l'objet d'une multitude de questions par les élus DP du SICTAME, auxquelles la Direction a pour l'instant refusé de répondre. Par ailleurs, le Conseil de surveillance du fonds Axa Génération solidaire ne fonctionne pas correctement.

Nous reviendrons plus longuement sur ces questions dans un prochain tract.

Le Conseil de surveillance du fonds Total Actionnariat France est désormais présidé par Bruno Henri (élu AVAS-SICTAME) ; suite au départ en retraite d'Alain Cabrera (élu IDEAS), qui était aussi élu SICTAME en DP et CE et qui joue à présent le rôle de représentant syndical SICTAME auprès des délégués du personnel UES Amont.